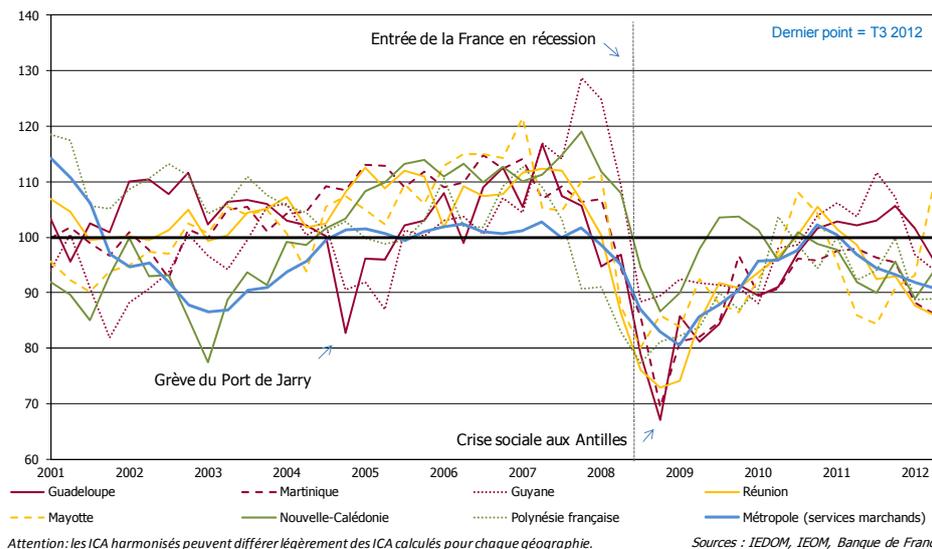


## Conjoncture Outre-mer 3<sup>e</sup> trimestre 2012

### POURSUITE DU REPLI DE L'ACTIVITÉ

L'activité marque le pas dans l'ensemble de l'Outre-mer français, confirmant la tendance amorcée au trimestre précédent. Dans un contexte d'incertitudes encore fortes et d'essoufflement de la reprise de l'économie mondiale, les chefs d'entreprise ultramarins se montrent prudents quant à leurs investissements. De plus, en dépit du ralentissement de la hausse des prix, la consommation manque de dynamisme et n'est pas en mesure de prendre le relais de l'investissement. Dans ces conditions, l'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de se dégrader dans l'ensemble de ces géographies sauf pour Mayotte, en liaison avec son accession prochaine au statut de Région ultrapériphérique. En dehors de ce dernier territoire où la situation économique reste néanmoins fragile, les prévisions d'activité sont globalement pessimistes, notamment à la Guadeloupe, à la Martinique, à La Réunion, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = Moyenne de longue période)



#### LA REPRISE MONDIALE S'ESOUFFLE

La reprise de l'économie mondiale reste très fragile, toujours freinée par les effets des rééquilibrages budgétaires et la fragilité persistante du système financier malgré le soutien apporté par des politiques monétaires accommodantes. Les prévisions de croissance du FMI pour 2012 sont ainsi révisées à la baisse, à 1,3 % pour les pays avancés et à 5,3 % pour les pays émergents et les pays en développement.

Une reprise modeste se poursuit aux Etats-Unis accompagnée par une faible baisse du chômage. Le FMI prévoit une croissance de 2,2 % en 2012 (après +1,8 % en 2011) et une inflation contenue à +2,0 %. En 2013, la croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2012 (+2,1 %).

Sous l'effet de l'intensification de la crise, la zone euro connaîtrait selon le FMI une contraction de l'activité de 0,4 % en 2012. La récession qui touche la plupart des pays de la périphérie de la zone euro, affectés par des difficultés financières dont témoigne l'évolution des écarts de taux souverains, s'est propagée progressivement aux autres pays de la région.

La faiblesse de la croissance couplée à l'incertitude dans les pays avancés ont impacté négativement les pays émergents et les pays en développement. C'est le cas notamment en Chine où la baisse des exportations contribue au ralentissement de sa croissance qui devrait toutefois s'élever à +7,8 % en 2012.

En France, la croissance du PIB devrait être atone en 2012 (+0,1 %) tandis que le chômage continuerait de croître et que l'inflation resterait contenue (+1,9 %).

Source : World Economic Outlook, octobre 2012, FMI

## RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

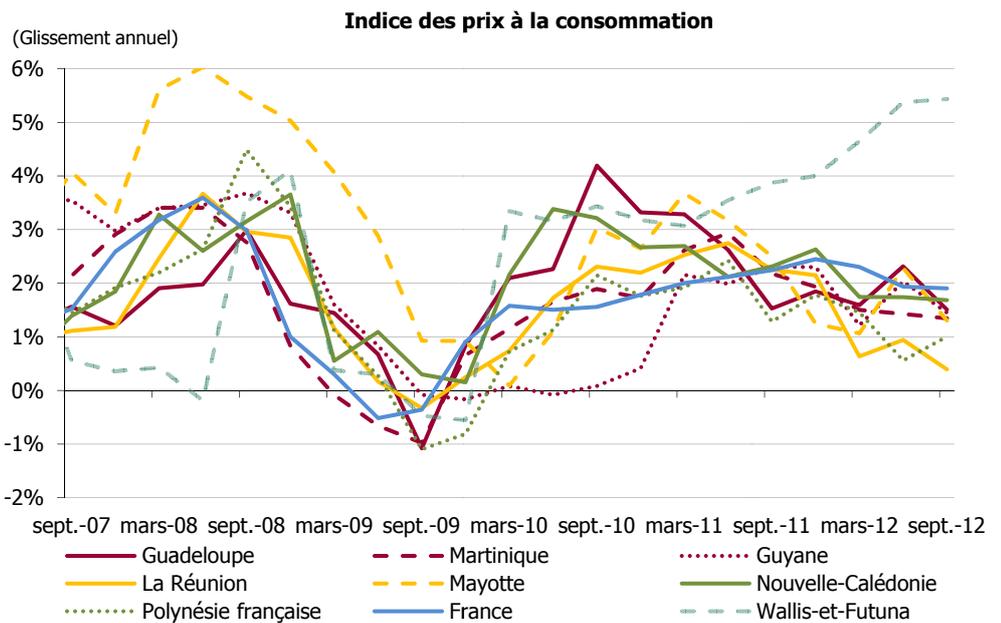
Après un léger rebond au trimestre précédent, la hausse des prix ralentit à nouveau. Le glissement annuel pour l'ensemble des DCOM s'établit à +1,1 % (après +1,4 % au trimestre précédent) soit son plus bas niveau depuis 2009.

Ce ralentissement à l'œuvre dans la plupart des géographies est essentiellement observé dans les DOM où la hausse des prix passe de +1,5 % au deuxième trimestre à +1,0 % au troisième trimestre. Parallèlement, les prix accélèrent dans les COM à un rythme qui redevient plus rapide que celui des DOM (+1,3 % après +1,1 % au trimestre précédent).

La hausse des prix dans l'Outre-mer, tirée principalement par le coût de l'énergie, demeure inférieure à celle de la France (+1,9 %) pour le quatrième trimestre consécutif.

La hausse des prix est relativement contenue à la Guadeloupe (+1,5 %), en Guyane (+1,5 %), à la Martinique (+1,3 %) et à Mayotte (+1,3 %) et très modérée à La Réunion (+0,4 %).

Dans les collectivités du Pacifique, les prix accélèrent après avoir nettement ralenti au trimestre précédent. Ce mouvement s'explique par la hausse des prix en Polynésie française, plus forte qu'au trimestre précédent (+1,0 % après +0,6 %) tandis qu'elle restait soutenue en Nouvelle-Calédonie (+1,7 %). A Wallis-et-Futuna après cinq trimestres de nette accélération, la hausse des prix se stabilise à un niveau élevé (+5,4 %). Cette forte augmentation s'explique principalement par celles des prix de l'alimentation (+5,4 %), de l'énergie (+8,6 %), et des services (+5,3 %).



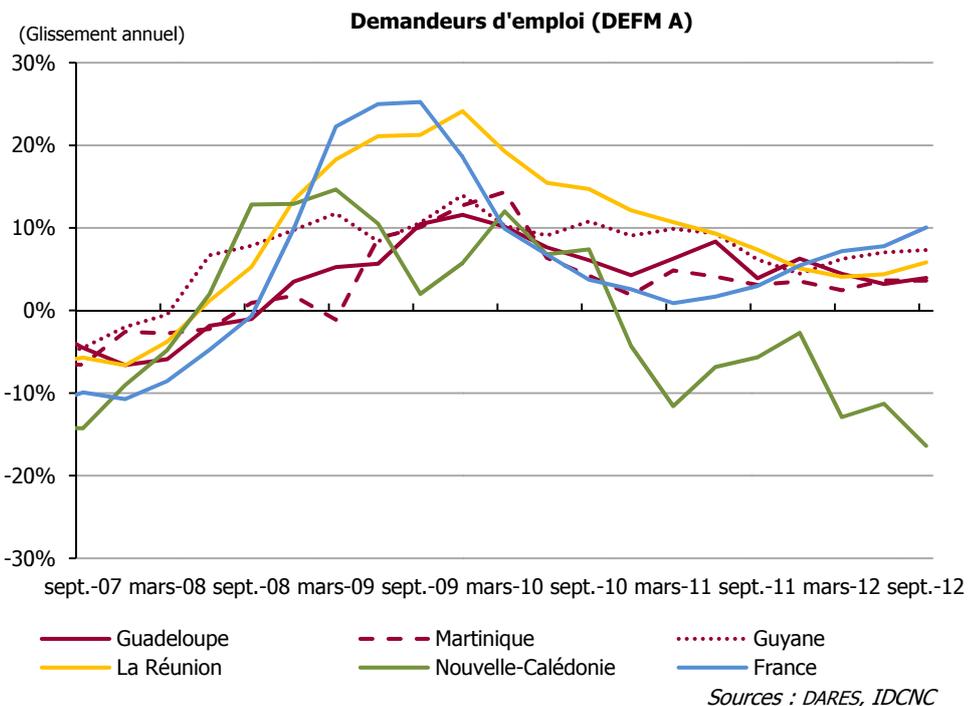
## MAUVAISE ORIENTATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La dégradation de la situation sur le marché du travail se poursuit.

Cette tendance se confirme dans les DOM aussi bien par rapport au trimestre précédent (+2,1 % après +1,0 % au 2<sup>e</sup> trimestre, CVS) que sur un an.

L'accélération de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi par rapport au trimestre précédent est particulièrement marquée à la Réunion (+2,9 % après +1,3 %, CVS) et à la Guadeloupe (+2,1 % après +0,1 %, CVS). Seule la Martinique bénéficie d'une stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi (-0,2 %, CVS).

Dans les collectivités du Pacifique, la situation est plus contrastée, avec le retournement à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en Nouvelle-Calédonie et la poursuite de la contraction de l'emploi salarié en Polynésie française. En Nouvelle-Calédonie, le marché du travail est cependant moins dynamique, avec le repli des nouvelles offres d'emploi en lien avec la fin du chantier de l'usine du Nord. En Polynésie française, l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie qui avait bénéficié d'une embellie au trimestre précédent, baisse sensiblement en raison de la fermeture prochaine d'un hôtel à Tahiti tandis que les secteurs de l'industrie et du commerce connaissent de légères hausses.



## LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

---

### Guadeloupe : baisse sensible de l'activité

L'indicateur du climat des affaires se dégrade à nouveau sensiblement au troisième trimestre 2012. En baisse de près de 7 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2010.

Cette évolution s'explique par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment sur leur courant d'affaires et leur trésorerie.

La consommation des ménages résiste tandis que les intentions d'investissement des chefs d'entreprise restent en revanche en retrait, reflétant leurs inquiétudes et leur manque de visibilité à moyen terme.

La contraction de l'activité touche l'ensemble des secteurs.

Les prévisions pour la fin d'année sont également en repli et les chefs d'entreprise anticipent une dégradation de leur trésorerie et de leurs charges d'exploitation.

### Martinique : poursuite de la dégradation du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires demeure dégradé au troisième trimestre. En baisse de près de 3 points, il s'établit à 83 points, soit 17 points en dessous de sa moyenne de longue période. Cette situation tient essentiellement aux anticipations à la baisse des chefs d'entreprise pour le quatrième trimestre. Les observations relatives au troisième trimestre reflètent toutefois une moindre détérioration de l'activité, alors que les prévisions pour la période avaient été plus pessimistes.

La consommation des ménages est atone. Les difficultés de trésorerie des entreprises perdurent. L'investissement est en repli.

Hormis les industries agroalimentaires et les services aux entreprises, la majorité des secteurs enregistre une contraction de l'activité. Cette évolution défavorable devrait se poursuivre au quatrième trimestre.

### Guyane : l'activité reste en retrait

L'indicateur du climat des affaires affiche à nouveau un repli (-2,8 points après -10,5 points au deuxième trimestre). Il reste toutefois en-deçà de sa moyenne de longue période. Ce fléchissement s'explique par un recul de l'activité ainsi que par une baisse des effectifs et de la trésorerie des entreprises sur le trimestre.

La consommation des ménages progresse tandis que l'investissement des entreprises évolue de façon contrastée.

Le repli de l'activité concerne principalement les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services. Le commerce, le tourisme et l'industrie restent, pour leur part, bien orientés.

Les perspectives d'activité pour le quatrième trimestre sont mitigées selon les secteurs et les prévisions d'investissement à un an sont en baisse.

### La Réunion : le climat des affaires toujours mal orienté

L'indicateur du climat des affaires continue de se dégrader au troisième trimestre 2012 (-1,9 point), dans un contexte économique toujours incertain. L'ICA s'établit désormais à 16,4 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Le repli de l'indicateur est toutefois moins marqué qu'au trimestre précédent (-5,7 points), en partie amorti par l'opinion des professionnels sur l'activité passée, les prévisions d'investissement et les effectifs futurs. A l'inverse, la trésorerie prévue et les charges futures pèsent négativement sur l'ICA.

La consommation des ménages poursuit la diminution amorcée au deuxième trimestre. L'investissement reste en retrait, traduisant toujours le manque de confiance des entrepreneurs. Les échanges avec le reste du monde se détériorent : les importations se contractent et les exportations reculent sous l'effet d'une baisse des exportations de produits agroalimentaires.

A l'exception du secteur du BTP qui montre des signes de stabilisation, l'ensemble des secteurs de l'enquête sont mal orientés.

Les entrepreneurs réunionnais anticipent une nouvelle dégradation de l'activité au quatrième trimestre.

### Mayotte : Amélioration du climat des affaires malgré une situation économique fragile

Au troisième trimestre 2012, l'indicateur du climat des affaires enregistre une nette amélioration. Inférieur à sa moyenne de longue période depuis le deuxième trimestre 2011, il augmente de 16,5 points s'établissant désormais bien au-delà de celle-ci (+10,0 points). Cette évolution résulte à la fois d'une appréciation positive de l'ensemble des chefs d'entreprise sur le niveau d'activité économique du trimestre passé et de bonnes anticipations pour le quatrième trimestre 2012 dans le contexte de la préparation de Mayotte à l'accession au statut de Région ultrapériphérique (RUP) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. L'île sera éligible, grâce à ce statut, aux fonds structurels européens tels que le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE) et sera tenue, en contrepartie, d'appliquer l'intégralité de l'acquis européen.

Les entreprises choisissent d'investir, toutefois, cet optimisme doit être pondéré dans la mesure où la situation économique demeure fragile et les principaux indicateurs ne se sont pas améliorés. L'île reste toujours confrontée à un climat social tendu, porteur d'effets néfastes sur l'activité économique et ses perspectives. Ainsi, la consommation des ménages est de nouveau en recul, et les échanges extérieurs enregistrent un repli.

Hormis dans les secteurs du tourisme et du commerce pour lesquels l'activité reste atone, les chefs d'entreprise des principaux autres secteurs d'activité déclarent une activité en progrès, bien que de niveau toujours faible, et des trésoreries moins tendues. Les prévisions d'investissement sont en nette hausse. Celles-ci traduisent les espoirs des entrepreneurs d'une amélioration des conditions économiques et de leur activité. L'environnement social instable et l'évolution actuelle de la consommation des ménages réduisent cependant leur visibilité sur le long terme.

## **Nouvelle-Calédonie : léger redressement du climat des affaires**

L'indicateur du climat des affaires se redresse de 5 points au troisième trimestre mais demeure en-deçà de sa moyenne de longue période (-6,7 points).

Cette évolution est imputable à des anticipations plus optimistes des chefs d'entreprise en matière d'investissement, de trésorerie et d'effectifs. En revanche, l'activité continue d'être jugée en baisse, pour le cinquième trimestre consécutif, et devrait le rester au prochain trimestre.

La plupart des indicateurs macroéconomiques présentent une orientation moins défavorable qu'au deuxième trimestre. C'est le cas notamment de la consommation des ménages qui se redresse légèrement alors que l'incertitude continue de peser sur les décisions d'investissement des entreprises.

Les indicateurs sectoriels sont également mieux orientés qu'au trimestre précédent. La production minière et métallurgique s'améliore, malgré l'arrêt temporaire de production de l'usine du Sud. La dégradation dans le secteur du BTP s'estompe progressivement, avec le démarrage de nouveaux chantiers. Le secteur touristique ressort en légère dégradation, mais entrevoit une tendance plus positive au prochain trimestre.

## **Polynésie française : stabilisation du climat des affaires**

L'indicateur du climat des affaires se stabilise au troisième trimestre (+0,3 point), après avoir fortement baissé au trimestre précédent (-8,9 points). A 87,6 points, il reste néanmoins très en dessous de sa moyenne de longue période.

Cette stabilisation repose sur des opinions moins pessimistes des chefs d'entreprise sur leur activité, sur l'emploi et les prix pour le troisième trimestre.

En l'absence de perspectives économiques, les entrepreneurs se montrent assez pessimistes sur leurs prévisions d'investissement à un an tandis que la consommation des ménages continue d'être mal orientée. Les soldes d'opinion relatifs à l'investissement ressortent ainsi toujours très en deçà de leur moyenne de longue période.

Au sein des secteurs de l'économie polynésienne, la situation est contrastée. L'activité continue de se dégrader dans le BTP et les services alors que le secteur de l'industrie et le tourisme affichent de meilleures performances.

Pour le quatrième trimestre, les entrepreneurs s'attendent à un ralentissement de l'activité dans l'ensemble des secteurs. Ils prévoient également des orientations défavorables de leurs effectifs et de leur trésorerie.

## **Wallis-et-Futuna : relance de l'activité économique**

L'activité économique sur le Territoire montre des signes de reprise. Après un premier trimestre bien orienté et un deuxième trimestre en berne, les principaux indicateurs attestent d'une amélioration au troisième trimestre. Les ménages apparaissent moins vulnérables financièrement et leur consommation reste dynamique. Le nombre d'interdits bancaires est en recul et les nouvelles lignes de crédits accordées aux ménages ont permis de soutenir une demande intérieure croissante. L'investissement des entreprises fléchit de manière notable, avec un encours de crédits au plus bas depuis 2007. Néanmoins, différents projets sont en cours et devraient renverser cette tendance.

L'activité dans le secteur du BTP affiche une dynamique positive. La poursuite des chantiers de construction en vue d'accueillir les mini-jeux du Pacifique en septembre 2013 soutient ce secteur majeur de l'économie locale qui rencontre épisodiquement des difficultés d'approvisionnement en matériaux.

Le climat social a été affecté par un mouvement de grève conduit par le syndicat UTFO dans la fonction publique territoriale au début du mois d'octobre. Un accord est intervenu rapidement entre les partenaires permettant une reprise des activités.